

68152

Distr.

LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/9

27 septembre 1979

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième réunion du Groupe intergouvernemental
des négociations consacrées au Traité relatif
à l'établissement d'une zone d'échanges
préférentiels pour les Etats de l'Afrique de
l'Est et de l'Afrique australe

Addis-Abéba, (Ethiopie), 8-19 octobre 1979

PROJET DE PROTOCOLE SUR LES ACCORDS DE COMPENSATION
ET DE PAIEMENTS DANS LA ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS
POUR LES ETATS D'AFRIQUE DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

Préambule

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Convaincues que le manque ou l'insuffisance des accords de paiements ont entravé l'expansion des échanges internationaux entre les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe;

Déterminées à faciliter l'expansion des échanges entre elles en mettant au point des méthodes de paiements plus pratiques et plus économiques; et

Rappelant les dispositions du paragraphe de l'Article du Traité relatif à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, où il est stipulé que des accords de compensation et de paiements visant à faciliter les échanges de biens et services entre les Etats membres feront l'objet d'un Protocole relatif audit Traité;

SONT CONVENUES de ce qui suit :

ARTICLE 1

Interprétation

Dans le présent Protocole;

par "Conseil" on entend le Conseil des ministres créé en vertu de l'Article du Traité;

par "monnaie convertible" on entend une "monnaie librement utilisable" telle qu'elle est définie dans le paragraphe f) de l'Article XXX des Statuts du Fonds monétaire international, c'est-à-dire "la monnaie d'un membre dont le Fonds décide que i) elle est, en fait, largement utilisée pour régler des transactions internationales, et ii) elle est couramment traitée sur les principaux marchés des changes";

par "transactions admissibles" on entend toutes les transactions monétaires et financières entre les Etats membres relatives aux échanges de tous les biens et services auxquels s'appliquent les dispositions du Traité et des protocoles y relatifs;

par "Etat membre" ou "Etats-membres" on entend un Etat membre ou des Etats membres de la zone d'échanges préférentiels d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe;

par "Autorité monétaire" on entend la Banque centrale ou toute autre institution autorisée par un Etat membre à émettre de la monnaie sur son territoire;

par "monnaie nationale" on entend toute monnaie émise par un Etat membre et qui a cours légal sur son territoire;

par "zone d'échanges préférentiels" on entend la zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe;

par "pays tiers" on entend tout pays ou Etat qui n'est pas membre de la zone d'échanges préférentiels;

par "Traité" on entend le Traité relatif à l'établissement de la zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

ARTICLE 2

Portée

1. Les dispositions du présent Protocole s'appliquent à toutes les transactions admissibles qui ont lieu entre les Etats membres.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent Article, le Conseil peut à tout moment étendre l'application du présent Protocole à d'autres transactions en vue de promouvoir les objectifs dudit Protocole.

ARTICLE 3

Dispositions générales

1. Les Etats membres s'engagent à promouvoir les échanges de biens et services à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels :
 - a) en favorisant l'utilisation des monnaies nationales pour le règlement des transactions admissibles qui ont lieu entre eux;
 - b) en établissant entre eux un mécanisme de compensation en vue du règlement multilatéral des paiements;
 - c) en réalisant des économies en ce qui concerne l'utilisation des réserves de devises étrangères par les Etats membres pour régler leurs transactions internationales; et
 - d) en organisant entre eux des consultations régulières sur les questions monétaires et financières.
2. Aux fins de la mise en application du présent Protocole, les Etats membres sont convenus d'harmoniser et de coordonner progressivement leurs politiques financières et monétaires en vue de promouvoir les objectifs des accords relatifs à la zone d'échanges préférentiels.
3. Les Etats membres sont convenus de promouvoir la coopération monétaire et financière entre eux et avec les autres pays africains et, en ce qui concerne ce dernier point, la Chambre de compensation créée en vertu du présent Protocole coopérera avec les institutions similaires de la région africaine.

ARTICLE 4

Création d'une Chambre de compensation des Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe

1. Aux fins de la mise en application des dispositions de l'Article 3 du présent Protocole, les Etats membres sont convenus de prendre les mesures nécessaires pour établir un mécanisme (ci-après dénommé "la Chambre de compensation") en vue d'effectuer des compensations multilatérales et de régler les paiements en ce qui concerne les transactions admissibles qui ont lieu entre les Etats membres.
2. Les principales fonctions de la Chambre de compensation sont les suivantes :
 - a) effectuer des opérations de compensation en ce qui concerne les transactions admissibles qui ont lieu entre les Etats membres;
 - b) systématiser et surveiller les transferts monétaires relatifs aux paiements découlant des transactions admissibles;
 - c) faciliter l'utilisation efficace des marges de crédit échangées entre les Etats membres; et
 - d) promouvoir l'utilisation des monnaies nationales pour les transactions qui ont lieu à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels.
3. La Chambre de compensation disposera des fonctionnaires et du personnel jugés nécessaires par le Conseil.
4. L'emplacement du Siège de la Chambre de compensation sera déterminé par le Conseil sur l'avis du Comité créé en vertu de l'Article 11 du présent Protocole.

ARTICLE 5

Unité de compte et garantie relative au taux de change

1. Le Conseil, sur l'avis du Comité, prendra les mesures nécessaires pour créer une unité de compte de la zone d'échanges préférentiels (ci-après dénommée l'"UCZEP") et déterminer sa parité.
2. Chaque Autorité monétaire communiquera à la Chambre de compensation la parité officielle de son unité monétaire nationale.
3. Tout changement de la parité déclarée de la monnaie d'un Etat membre sera notifié immédiatement par l'Autorité monétaire de cet Etat à la Chambre de compensation, qui déterminera la parité de cette monnaie par rapport à l'UCZEP et avisera en conséquence toutes les Autorités monétaires.

4. Les Etats membres garantiront en ce qui concerne les transactions admissibles la libre convertibilité des sommes dues par leur Autorité monétaire en toute monnaie convenue ou en UCZEP selon la parité en vigueur à la date du règlement telle qu'elle aura été notifiée par la Chambre de compensation.

ARTICLE 6

Compensation et règlement des transactions et soldes non réglés

1. Les Etats membres sont convenus que les opérations de compensation des paiements découlant des transactions admissibles qui ont lieu entre eux seront effectuées multilatéralement après une certaine période qui sera déterminée par le Comité.

2. En vue de faciliter la mise en application du paragraphe 1 du présent Article, les Etats membres sont convenus que leur Autorité monétaire offrira aux autres Autorités monétaires des marges de crédit en monnaie nationale, dont le plafond sera déterminé par le Comité sur la base du volume des échanges de chaque Etat membre à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent Article, chaque Autorité monétaire peut, de sa propre initiative, accroître le montant des marges de crédit mentionnées au paragraphe 1 du présent Article.

4. Les soldes nets non réglés des comptes à la fin de la période déterminée seront réglés par les Autorités monétaires débitrices dans un délai spécifié.

5. La position débitrice de chaque Autorité monétaire ne doit dépasser une certaine limite qui sera fixée par le Comité pour chaque Autorité monétaire.

6. Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent Article, toutes les sommes dépassant à n'importe quel moment la limite convenue pour les marges de crédit seront versées par les Autorités monétaires débitrices concernées aux Autorités monétaires créditrices en toute monnaie convenue par les parties concernées dans un délai déterminé.

7. Les Etats membres sont convenus que les soldes débiteurs journaliers existant encore après la date notifiée pour le règlement entraîneront le paiement d'un intérêt à un taux progressif qui sera déterminé par le Comité.

8. Une Autorité monétaire qui, à la fin de la période spécifiée, n'a pas effectué les paiements requis conformément aux dispositions des paragraphes 4, 6 et 7 du présent Article sera l'objet de mesures et de sanctions qui seront déterminées par le Conseil sur recommandation du Comité.

ARTICLE 7

Contrôles des changes

1. Les Etats membres s'engagent à réduire et à éliminer progressivement les restrictions sur les paiements et les transferts concernant les transactions admissibles afin de promouvoir les arrangements relatifs à la zone d'échanges préférentiels; étant entendu qu'aucune disposition du présent Protocole ne pourra empêcher un Etat membre de maintenir ou d'introduire des mesures de contrôle des changes visant à résoudre des problèmes sérieux de balance des paiements découlant de la mise en oeuvre des arrangements relatifs à la zone d'échanges préférentiels.
2. Les Etats membres sont convenus de communiquer aux autres Etats membres, par l'intermédiaire de la Chambre de compensation, les restrictions de change qu'ils appliquent et de prévoir dans leurs mécanismes de contrôle des dispositions visant à faciliter le bon fonctionnement de la Chambre de compensation.
3. Les Etats membres sont convenus de coopérer à la mise en application des mesures ayant pour objet de rendre effective la réglementation du contrôle des changes de tout Etat membre, à condition que ces mesures et ces réglementations soient conformes aux dispositions du présent Protocole.
4. Les mesures de contrôle des changes qui impliquent des restrictions sur les transferts monétaires entre les Etats membres et qui ne sont pas conformes aux dispositions du présent Protocole ne seront pas exécutoires dans les autres Etats membres.

ARTICLE 8

Coopération avec d'autres systèmes de compensation et de paiements

1. Les Etats membres sont convenus que la Chambre de compensation peut, avec l'approbation du Conseil, négocier et signer des accords portant sur des dispositions particulières de compensation ou sur la coopération monétaire avec les autorités monétaires ou les unions de paiements des pays tiers; à condition que ces accords n'entravent pas la réalisation des objectifs du présent Protocole et préservent le caractère préférentiel des échanges et des autres relations convenues entre les Etats membres.
2. Nonobstant les dispositions des Articles 4 et 6 du présent Protocole, aucune disposition du Protocole ne pourra empêcher un Etat membre de maintenir ou de conclure des accords bilatéraux de paiements ou de compensation avec tout pays tiers, à condition que ces accords ne soient pas incompatibles avec les objectifs du présent Protocole ni ne réduisent leur portée.

ARTICLE 9

Relations avec les Etats membres

1. Les Etats membres s'engagent à autoriser leur Autorité monétaire à servir d'agent pour la Chambre de compensation sur leurs territoires respectifs. Agissant en cette qualité, les Autorités monétaires auront avec la Chambre de compensation et entre elles des relations conformes aux procédures stipulées dans les règles et réglementations qui seront déterminées par le Conseil.

2. Les relations opérationnelles entre les Autorités monétaires et les banques commerciales désignées dans leur pays seront régies, en ce qui concerne le bon fonctionnement de la Chambre de compensation, par la réglementation interne de chaque Etat membre, dont le contenu sera communiqué à chaque Autorité monétaire par l'intermédiaire de la Chambre de compensation.

3. Aux fins de la mise en application des dispositions du présent Protocole, les Etats membres sont convenus qu'eux-mêmes ou leurs Autorités monétaires communiqueront à la Chambre de compensation toutes les informations dont elle pourrait avoir besoin pour ses opérations.

ARTICLE 10

Evolution des accords de coopération monétaire et financière

Les Etats membres sont convenus que les dispositions du présent Protocole feront l'objet d'un examen permanent en vue d'établir progressivement une union de paiements qui pourrait comprendre un mécanisme visant à aider les Etats membres qui sont confrontés à des problèmes de balance des paiements découlant de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 11

Dispositions institutionnelles

1. Aux fins de la mise en application effective des dispositions du présent Protocole, les Etats membres sont convenus de créer un Comité de compensation et de paiements (ci-après dénommé "le Comité").

2. Le Comité est composé de représentants des Autorités monétaires des Etats membres, et il peut établir tout sous-comité ou organe subsidiaire qui serait nécessaire pour le fonctionnement efficace de la Chambre de compensation.

3. Sous réserve des dispositions du présent Protocole et des directives qui peuvent être données de temps en temps par le Conseil, le Comité remplit en particulier des fonctions concernant la réalisation des objectifs du présent Protocole; les règles et les réglementations applicables aux opérations de la Chambre de compensation; la détermination des procédures relatives aux opérations de compensation et de paiements; ainsi que la supervision et l'examen permanent des activités et des opérations de la Chambre de compensation en vue d'établir progressivement une union de paiements pour la zone d'échanges préférentiels.

4. La Chambre de compensation disposera d'un Secrétariat composé des fonctionnaires et du personnel déterminés par le Conseil.

ARTICLE 12

Frais de fonctionnement de la Chambre de compensation

Les Etats membres sont convenus que les frais de fonctionnement de la Chambre de compensation seront répartis entre eux selon un critère convenu.

ARTICLE 13

Règles et réglementations

Le Conseil, sur la recommandation du Comité, peut élaborer des règles et des réglementations en vue d'une meilleure application des dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 14

Dispositions transitoires

Les Etats membres sont convenus que, dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, les Etats qui sont parties à des accords de compensation ou de paiements bilatéraux conclus entre eux accepteront de confier le règlement des transactions visées à la Chambre de compensation, et sont convenus que les accords en question ne seront pas renouvelés lors de leur expiration.

ARTICLE 15

Règlement des différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole sera réglé conformément aux dispositions de l'Article du Traité.

ARTICLE 16

Amendements

Le présent Protocole peut être amendé de temps en temps conformément aux dispositions de l'Article du Traité.

ARTICLE 17

Signature

Le Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats membres jusqu'au 1980 à et, ensuite, jusqu'au 1980 au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abéba (Ethiopie).

ARTICLE 18

Ratification

Le présent Protocole devra être ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

ARTICLE 19

Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats membres. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

ARTICLE 20

Fonctions du Dépositaire

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique transmettra des copies certifiées authentiques du présent Protocole à tous les Etats membres, leur communiquera les dates de dépôt des instruments de ratification et d'adhésion et fera enregistrer le présent Protocole par l'Organisation de l'Unité africaine, l'Organisation des Nations Unies et toute autre organisation déterminée par le Conseil.

ARTICLE 21

Entrée en vigueur

a) Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour après la date de dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion.

b) Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y accédant après le dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de ses instruments de ratification ou d'adhésion.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires suivants des Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe ont signé le présent Protocole :

FAIT à ce jour de 1980 en
langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Angola
Botswana
Comores
Djibouti
Ethiopie

Kenya
Lesotho
Madagascar
Malawi

Maurice
Mozambique
Ouganda
Seychelles

Somalie
Swaziland
Tanzanie (République-Unie de)
Zambie